



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 19 – 26 mai 2023

Sommaire

Fait marquant

- Les compagnies d'eau présentent leurs excuses et promettent 10 Md£ d'investissement d'ici la fin de la décennie

Climat & Energie

- La Haute Cour de Justice admet deux recours contre le projet de mine de charbon de *Whitehaven*
- Le *National Audit Office* recommande de renforcer la gouvernance du programme d'innovation pour la transition climatique
- Le gouverneur de la Banque d'Angleterre défend les bienfaits économiques de la décarbonation de l'économie
- *National Grid* appelle à un changement des règles de raccordement des projets d'énergies renouvelables au réseau électrique

Environnement

- La fédération des promoteurs immobiliers accuse *Natural England* d'avoir bloqué la construction de 160 000 nouveaux logements
- Le Royaume-Uni s'apprête à restreindre encore davantage l'importation d'ivoire
- L'*Ofwat*, ouvre deux enquêtes à l'encontre de *South West Water* et *Welsh Water*

Industrie

- Le gouvernement a publié sa *National Semiconductor Strategy*
- Le parti travailliste a publié sa stratégie industrielle
- *Jaguar Land Rover* devrait installer sa gigafactory en Angleterre plutôt qu'en Espagne
- La production automobile augmente de 9,9 % en avril en glissement annuel
- Le ministre du *Levelling Up* ordonne une enquête pour corruption sur le projet de développement du port franc de *Teeside*

Transports

- Le gouvernement annonce investir 72 M£ pour améliorer les services de train à Manchester et dans le nord de l'Angleterre
- Le Wifi pourrait disparaître de certains trains en Angleterre

Fait marquant

Les compagnies d'eau présentent leurs excuses et promettent 10 Md£ d'investissement d'ici la fin de la décennie

Fortement critiquées depuis plusieurs mois, [Water UK](#) a présenté, au nom des compagnies d'eau anglaises, des excuses publiques pour les déversements répétés d'eaux usées et se sont engagées à investir 10 Md£ au cours de la décennie pour tenter d'apaiser la colère du public face à la pollution des eaux. Les compagnies tripleront ainsi leurs plans d'investissement existants (3,1 Md£ d'investissements déjà prévus entre 2020 et 2025) pour lancer « *la plus grande modernisation des égouts depuis l'ère victorienne* » afin de réduire les déversements d'eaux usées dans les cours d'eau de l'Angleterre. Ces investissements serviront à la construction de nouvelles installations destinées à contenir les crues des eaux de pluie, l'augmentation de la capacité des stations d'épuration, des mesures visant à réduire la pénétration des eaux de pluie dans les égouts et la réparation des canalisations mal raccordées aux propriétés. L'association professionnelle du secteur *Water UK* a déclaré que ces plans devraient permettre de réduire le nombre de déversements de 140 000 par an d'ici à 2030, par rapport à 2020. A titre de comparaison, l'*Environment Agency* de l'environnement estime à plus de 300 000 les déversements réalisés en 2022. Les compagnies se sont également engagées à créer une plateforme en ligne l'année prochaine, donnant au public des informations presque en direct sur les débordements et l'état des rivières et des eaux côtières, et aideront jusqu'à 100 communautés à créer de nouvelles zones protégées pour la baignade. Ces investissements seront financés dans un premier temps par les actionnaires, puis leurs coûts seront répercutés progressivement sur la facture des clients, à un rythme qui reste à définir par le régulateur. Ce financement par une hausse des factures à venir a été critiqué, notamment par la ministre chargée de l'environnement, [Therese Coffey](#).

Le chiffre de la semaine

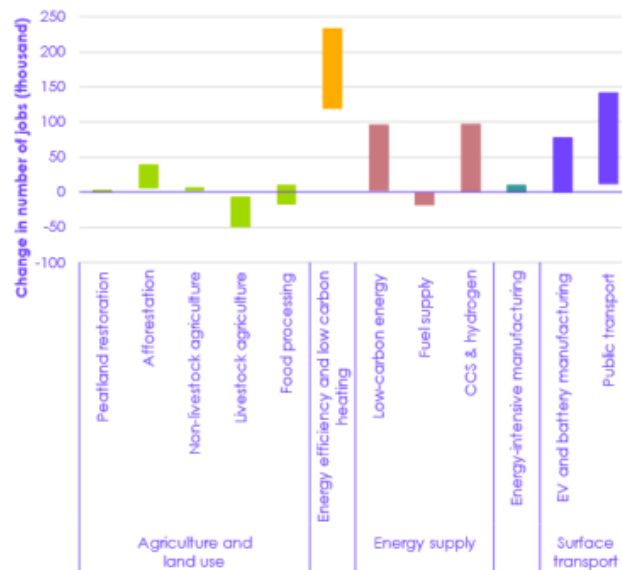
49 %

Selon des données de la fédération des constructeurs automobiles (SMMT), obtenues via une demande d'accès à l'information de la BBC, 49 % des utilitaires légers immatriculés dans les quartiers extérieurs de Londres ne respecteraient pas les critères de la zone à très faibles émissions (ULEZ). Ces véhicules doivent respecter les normes Euro 4 (essence) et Euro 6 (diesel) pour pouvoir circuler dans l'ULEZ sans avoir à s'acquitter du péage quotidien de 12,5 £. La mairie de Londres a contesté ces chiffres : d'après les données collectées par les caméras installées dans l'agglomération, 80 % des utilitaires circulant dans la métropole respecteraient les normes d'émission de l'ULEZ.



Le graphique de la semaine

Figure 2 Range of estimates of direct employment impacts of decarbonisation in 2030



Dans son dernier rapport sur l'impact de la transition climatique sur l'emploi, le [Climate Change Committee](#) a publié une estimation des pertes et des gains d'emplois d'après la littérature existante. Si elles restent très incertaines, ces estimations indiquent néanmoins la possibilité d'importants gains d'emplois dans des domaines tels que la rénovation des logements et la production d'énergie.

Climat & Energie

Flash – Environ 20 % des actionnaires du groupe pétrolier [Shell](#) ont voté contre le plan de transition énergétique présenté lors de son assemblée générale, par ailleurs interrompue pendant plus d'une heure par des activistes.

Flash – Le fabricant de panneaux photovoltaïques [Oxford PV](#), dont les panneaux sont plus efficaces que la moyenne du marché grâce à une technologie développée à l'Université d'Oxford, a décrit le Royaume-Uni comme moins attractif que l'UE ou les Etats-Unis pour implanter son usine de production en raison des montants plus faibles d'aides publiques.

Flash – Le gouvernement a annoncé soutenir, à travers son programme [Green Home Finance Accelerator](#) doté de 4 M£, 26 projets innovants permettant aux ménages de bénéficier de conditions de crédit ou de taux plus avantageux pour financer leurs projets de rénovation énergétique.

Flash – En voyage officiel aux Etats-Unis, le ministre chargé de l'énergie et du climat Grant Shapps a annoncé que le Royaume-Uni rejoindrait l'initiative [Carbon Management Challenge](#)

lancée par le Président Joe Biden pour encourager la captation, le stockage et l'élimination des gaz à effet de serre. Le Royaume-Uni rejoint ainsi plusieurs pays signataires, dont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Canada, l'Égypte, le Japon, la Norvège, l'Australie, l'Union européenne et le Danemark.

Flash – La *North Sea Transition Authority* a attribué [20 permis d'exploitation de sites de stockage de CO₂](#) en Mer du Nord, qui permettront de stocker jusqu'à 30 MtCO₂ par an d'ici 2030. Les 12 entreprises lauréates doivent encore obtenir les autorisations d'utilisation du domaine public maritime, délivrées par *Crown Estate*.

La Haute Cour de Justice admet deux recours contre le projet de mine de charbon de *Whitehaven*

La Haute Cour de Justice examine cette semaine les deux recours formés par les ONG *Friends of the Earth* et *South Lakes Action on Climate Change* contre la décision du Ministre chargé du *Levelling-Up* Michael Gove, prise en décembre 2022, de donner son feu vert au projet de mine de charbon de *Whitehaven* (West Cumbria). Les ONG avaient fait appel de sa première décision qui avait jugé ces recours irrecevables en janvier 2023. Un des enjeux de cette affaire est de savoir si les émissions de gaz à effet de serre du charbon extrait de la mine doivent être prises en compte dans l'étude d'impact environnemental du projet, même si le charbon est destiné à l'export. Ce moyen est également soulevé dans une autre affaire en cours d'examen par la Haute Cour au sujet du pétrole (recours de Sarah Finch à propos des forages pétroliers de Horse Hill dans le Surrey). Les décisions de la Haute Cour seront capitales pour les futurs projets d'extraction d'énergie fossile, qui pourraient n'être autorisés qu'après examen préalable de leur impact global sur le climat si elles s'avéraient favorables aux requérants.

Le *National Audit Office* recommande de renforcer la gouvernance du programme d'innovation pour la transition climatique

Dans un rapport du 19 mai 2023, le [National Audit Office](#) a salué l'élaboration de la première stratégie d'innovation pour la transition climatique (*Net Zero Research and Innovation Framework*) et du *Net Zero Innovation Board*, présidé par le *Chief Scientific Advisor* du gouvernement et pilote de l'élaboration de cette stratégie. Le NAO pointe toutefois la complexité du programme, incluant 115 mesures et dispositifs financiers poursuivant 31 objectifs et gérés par 8 entités publiques différentes, qui ne facilite pas sa mise en œuvre. Il relève également que les besoins d'investissements requis d'ici 2050 n'ont pas été estimés. Le NAO recommande ainsi au ministère de la sécurité énergétique et de la neutralité climatique de clarifier la gouvernance du plan d'investissement de 4,2 Md£ dans l'innovation et les nouvelles technologies de décarbonation. Il suggère également au *Net Zero Innovation Board* de définir clairement les attendus du programme et un taux d'échec acceptable.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre défend les bienfaits économiques de la décarbonation de l'économie

Invité à intervenir lors du *Net Zero Delivery Summit* de Londres le 24 mai, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, [Andrew Bailey](#), a rappelé que la transition climatique est un changement structurel majeur nécessitant des investissements substantiels qui peuvent, à long terme, contribuer à augmenter la croissance potentielle de l'économie britannique. Selon lui, malgré la conjoncture morose, le gouvernement et les acteurs financiers n'ont « aucune excuse » pour ne pas s'attaquer au défi du changement climatique qui, à la différence des guerres et des

pandémies, est un changement hautement prévisible. Il a notamment fait valoir que les entreprises devront collaborer et s'engager avec leurs fournisseurs les plus émetteurs, plutôt que de se désengager complètement, afin de mener une transition contrôlée. Les régulateurs financiers auront également un rôle à jouer pour orienter les investissements privés. Dans le cadre de la *Green Finance Strategy* présentée en mars 2023, la Banque d'Angleterre participe ainsi aux travaux d'élaboration des standards des futurs « plans de transition », dont la publication pourrait devenir obligatoire pour les entreprises cotées à la Bourse de Londres d'ici la fin de l'année 2023. Le gouvernement a par ailleurs lancé le 24 mai un [appel à contribution](#) en vue de redéfinir les obligations de rapportage extra-financier.

National Grid appelle à un changement des règles de raccordement des projets d'énergies renouvelables au réseau électrique

Alors que les énergies renouvelables doivent fortement se développer pour atteindre l'objectif de décarboner le système électrique d'ici 2035, le directeur général de l'*Ofgem*, Jonathan Brearley, a jugé « inacceptable » les délais de raccordement des nouveaux parcs éoliens et solaires au réseau de transmission et menacé *National Grid* de confier ses pouvoirs de planification du réseau à un organisme centralisé s'il n'y avait pas d'amélioration d'ici 2 ans. De son côté, *National Grid* appelle à un changement du système actuel, dans lequel les raccordements sont effectués selon le principe « premier arrivé, premier servi », conduisant les entreprises à chercher au plus tôt à sécuriser une place dans la file d'attente sans forcément développer les projets jusqu'au bout. Le gestionnaire du réseau a promis de passer en revue sa file d'attente pour prioriser les projets prêts à être raccordés, ce qui permettrait de réduire de 10 à 2 ans les délais de raccordement pour 70 % des projets en cours de développement.

Environnement

Flash – Le gouvernement va financer 25 projets d'agriculture durable et la protection de sites naturels dans le cadre de la deuxième tranche de son programme [Landscape Recovery](#) (15 M£).

Flash – L'*Environment Agency* a mis à jour son plan de prévention des risques d'inondation dans l'estuaire de la Tamise – [Thames Estuary 2100](#), qui prévoit d'avancer de 15 ans le calendrier de construction d'un nouvel ouvrage de protection de Londres pour la fin du siècle, alors que la *Thames Barrier* devrait remplir cette fonction jusqu'en 2070. Une décision devrait être prise d'ici 2040.

La fédération des promoteurs immobiliers accuse Natural England d'avoir bloqué la construction de 160 000 nouveaux logements

Selon la [Home Builders Federation](#) (HBF), l'application des règles de planification par l'agence *Natural England*, chargée de la protection des paysages, aurait obligé 74 autorités locales (*local councils*) à bloquer des projets de construction représentant 160 000 nouveaux logements au total, du fait de leur incapacité à démontrer l'absence d'impact sur la pollution des eaux. 120 000 d'entre eux auraient été bloqués par l'application des lignes directrices sur la "neutralité des nitrates", qui découlent d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne de 2018. Celles-ci prescrivent que, pour obtenir un permis de construire dans les zones concernées, les promoteurs doivent démontrer que les nouvelles habitations n'entraîneront pas une augmentation des phosphates et des nitrates dans les rivières, alimentant ainsi des algues

dangereuses et des bactéries toxiques qui détruisent les écosystèmes. Ces impacts peuvent néanmoins être compensés par ailleurs par les promoteurs en dédiant des terrains à la protection de l'environnement, ce qui représente un coût supplémentaire pour les nouveaux projets. En février 2022, *Natural England* a doublé la surface des zones dans lesquelles ces règles s'appliquent. Les promoteurs immobiliers s'estiment injustement punis et rejettent la responsabilité sur les agriculteurs. 40 000 logements auraient également été bloqués par l'application des règles sur la "neutralité de l'eau" et les "zones d'impact récréatif", qui protègent les habitats d'espèces vulnérables. Selon la HBF, les récents changements apportés à la politique de planification menacent de réduire la construction de nouveaux logements de 240 000 par an en 2018-19 à 111 000 d'ici 2025.

Le Royaume-Uni s'apprête à restreindre encore davantage l'importation d'ivoire

En 2018, la loi sur l'ivoire ([Ivory Act](#)) avait créé une interdiction d'importation d'ivoire, qui ne concernait que les produits issus des éléphants. Après consultation, le gouvernement s'apprête à étendre cette interdiction aux hippopotames, orques, cachalots, narvals et morses afin de lutter contre le braconnage de ces espèces en danger. L'hippopotame est en effet l'espèce la plus menacée par le commerce de l'ivoire, après les éléphants. Les autres espèces sont déjà menacées par le changement climatique et la poursuite du commerce de leur ivoire risque d'exacerber ces menaces et de rendre leur survie à long terme moins probable.

L'Ofwat ouvre deux enquêtes à l'encontre de *South West Water* et *Welsh Water*

L'autorité de régulation du secteur de l'eau, l'*Ofwat*, a ouvert une enquête le 23 mai à l'encontre de [South West Water](#), filiale du groupe *Pennon*, concernant les modalités de calcul de ses performances en matière de fuites et de consommation d'eau par habitant. Si l'*Ofwat* concluait que *Pennon* n'a pas communiqué les bonnes données, la société pourrait se voir infliger une sanction financière pouvant aller jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires, qui s'élevait l'an dernier à 792 M£. Cette enquête est la dernière d'une série d'enquêtes réglementaires sur les compagnies des eaux. Six sociétés, dont *South West Water*, font déjà l'objet d'une enquête pour violation de la réglementation sur les eaux usées, notamment pour des déversements illégaux potentiels dans plus de 2 000 stations d'épuration. Une autre enquête a été ouverte le 25 mai à l'encontre de [Welsh Water](#) pour des suspicions similaires.

Industrie

Flash – Le *Cambridge Institute for Sustainability Leadership* (CISL) a publié une note dans laquelle il exhorte le gouvernement à suivre l'exemple des Etats-Unis et de l'UE en introduisant des politiques publiques plus ambitieuses pour soutenir la [décarbonation](#) des industries difficiles à décarboner comme l'acier, la production de ciment et de verre (*foundation industries*).

Le gouvernement a publié sa *National Semiconductor Strategy*

Après plusieurs reports et deux ans d'attente, le gouvernement a publié sa [National Semiconductor Strategy](#), un plan sur vingt ans destiné à augmenter la résilience du R-U dans ce secteur. Le plan prévoit un financement du gouvernement d'1 Md£ sur dix ans à destination des producteurs britanniques de puces ainsi que des mesures pour protéger les chaînes

d'approvisionnement et la technologie face aux risques pouvant affecter la sécurité nationale. Le financement d'1 Md£ visera à améliorer l'accès aux infrastructures, à stimuler la R&D et à développer la coopération internationale. La stratégie du gouvernement britannique consiste à se concentrer sur la production de semi-conducteurs composites (*compound semiconductors* - qui se composent de plusieurs couches de matériaux de différentes natures), pour lesquels les entreprises britanniques bénéficieraient d'un « *avantage stratégique* », et à conclure des alliances avec des alliés internationaux (Japon, avec lequel le R-U a signé un [Semiconductors Partnership](#), Corée du Sud et Etats-Unis) pour développer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Cette approche a été critiquée par l'opposition travailliste et des représentants du secteur, estimant qu'elle manque d'ambitions et prévoit des financements considérablement inférieurs à ceux proposés par les Etats-Unis (52 Md\$) et l'UE (43 Md€).

Le parti travailliste a publié sa stratégie industrielle

Intitulée « [Prosperity through Partnership](#) », cette stratégie souligne que malgré des atouts économiques (main-d'œuvre qualifiée, universités de rang mondial, clusters industriels, etc.), le R-U devrait enregistrer la plus faible croissance des pays du G7 en 2023. Cette situation reflèterait, selon le parti travailliste, des années de sous-investissement et de faible productivité au R-U. Afin de faire de la croissance sa priorité en cas d'arrivée au pouvoir, le parti travailliste propose une stratégie industrielle conçue autour de quatre piliers :

- Créer et/ou renforcer les partenariats entre secteurs publics et privé, par exemple sur le modèle ayant permis la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus ;
- Créer un *Industrial Strategy Council* disposant d'une « *base statutaire* » afin d'offrir un cadre de politiques publiques stable ;
- Orienter la stratégie autour de quatre missions prioritaires : fournir de l'énergie propre d'ici 2030, utiliser les données pour le bien commun, prendre soin de l'avenir et construire une économie plus résiliente ;
- Garantir un cadre législatif et des politiques publiques stables pour l'ensemble des entreprises, tout en reconnaissant que le gouvernement ne pourra pas accorder le même niveau d'aide à l'ensemble des secteurs, y compris ceux identifiés comme prioritaires.

Jaguar Land Rover devrait installer sa gigafactory en Angleterre plutôt qu'en Espagne

Selon des informations obtenues par la [BBC](#), le directeur de *Tata*, groupe propriétaire de *Jaguar Land Rover* (JLR), devrait rencontrer le Premier ministre Rishi Sunak la semaine prochaine pour signer un accord à ce sujet. L'usine de batteries devrait s'installer dans le Somerset et permettrait de créer jusqu'à 9 000 emplois. Le gouvernement a toutefois reconnu que ce nouveau site était conditionné à des aides dont le montant atteindrait plusieurs centaines de millions de livres. Le groupe *Tata* devrait également recevoir 300 M£ de subventions pour son aciérie de Port Talbot. Des sources gouvernementales ont admis que même si les deux investissements ne seront pas annoncés en même temps, les deux projets sont liés. La filière automobile espère que l'implantation d'une *gigafactory* dans le Somerset ouvrira la porte à d'autres projets similaires permettant au R-U de combler son retard en termes de capacité de production de batteries par rapport à l'Union européenne.

La production automobile augmente de 9,9 % en avril en glissement annuel

Il s'agit de la troisième hausse mensuelle consécutive, selon les données de la fédération des constructeurs automobiles ([SMMT](#)) ; la production représente toutefois moins de la moitié de

celle d'il y a 5 ans. Cette hausse est portée par les commandes destinées à l'export (+ 14,8 % en glissement annuel), l'UE demeurant le premier marché à l'exportation (58,4 % des voitures exportées en avril). Les véhicules électriques, hybrides électriques et hybrides rechargeables représentent 37,7 % des voitures produites en avril. La production de véhicules à usage [commercial](#) a augmenté d'un tiers par rapport à avril 2022, après deux mois consécutifs de baisse. Il s'agit du plus haut niveau de production depuis avril 2010. Les exportations de ces véhicules ont augmenté de 56,3 % sur la même période, la quasi-totalité (94,4 %) étant exportée vers l'UE en avril. S'appuyant sur ces données, la SMMT renouvelle ses appels pour reporter au-delà de 2024 les exigences de contenu local plus strictes pour les véhicules et batteries électriques et fixées par l'Accord de commerce et de coopération, qui pourraient donner lieu à l'application de tarifs douaniers de 10 % sur les véhicules électriques ne remplissant pas les conditions requises.

Le ministre du *Levelling Up* ordonne une enquête pour corruption sur le projet de développement du port franc de Teeside

Le port franc de [Teeside](#) fait partie d'un projet de développement dans la région qui doit permettre de redynamiser la plus grande friche industrielle d'Europe et créer des milliers d'emploi. Le projet fait cependant l'objet d'accusations de favoritisme et de corruption. La ministre travailliste fantôme en charge du *Levelling Up*, Lisa Nandy, a écrit à Michael Gove pour lui demander une enquête du *National Audit Office* (NAO) sur ces accusations de corruptions. Le maire conservateur de la *Teeside Valley Combined Authority* (TVCA), Ben Houchen, a fait une demande similaire afin « d'étouffer dans l'œuf [ces] allégations ». Michael Gove a accepté de lancer une enquête indépendante mais qui sera confiée à la TVCA plutôt qu'à la NAO, ce qui a été vivement critiqué par l'opposition travailliste. Un groupe parlementaire transpartisan, qui mène actuellement sa propre enquête sur les ports francs, a demandé au ministre des « garanties » sur l'indépendance de l'enquête menée par la TVCA. Les travaux de construction du port et de ses installations font également l'objet d'accusations concernant leur impact [environnemental](#). L'association de pêcheurs *North East Fishing Collective* accuse en effet ces travaux d'avoir rejeté des produits chimiques dans les eaux ayant conduit à des phénomènes de « mortalités massives » des crabes et homards.

Transports

Flash – Le nombre de modèles de [voitures électriques](#) proposés à la vente au R-U aurait été multiplié par quatre en cinq ans selon la SMMT. La recharge d'une voiture permet désormais de parcourir en moyenne 300 miles (environ 482 km), contre 210 miles en 2020.

Flash – L'installation de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques s'accélère en 2023, avec [2 080 nouveaux points de recharge](#) en avril et 6 400 depuis le début de l'année, portant le total à plus de 42 000.

Le gouvernement annonce investir 72 M£ pour améliorer les services de train à Manchester et dans le nord de l'Angleterre

Les projets financés représentent la dernière étape de l'amélioration de ces services pour la prochaine décennie menée dans le cadre de la *Manchester Taskforce*, qui rassemble des représentants de *Network Rail*, *Transport for Greater Manchester*, *Transport for the North* et les opérateurs de trains locaux. Les [72 M£](#) annoncés financeront la construction d'une troisième plateforme dans la gare de *Salford Crescent*, des travaux d'amélioration des voies dans le nord

de Manchester, et l'installation de nouvelles entrées et sorties dans la gare de *Manchester Victoria*. Ces travaux ainsi que les projets d'électrification des voies et les travaux sur la ligne *TransPennine* doivent permettre la mise en œuvre d'horaires « améliorés » d'ici 2025 et l'introduction des futurs services HS2 (*High Speed 2*) dans les prochaines décennies.

Le Wifi pourrait disparaître de certains trains en Angleterre

La plupart des trains proposent un accès gratuit au [Wifi](#) mais le ministère des Transports (DfT) a indiqué aux opérateurs faisant circuler des trains en Angleterre qu'ils devaient cesser de le proposer s'ils ne pouvaient pas le justifier financièrement. Cette décision fait partie d'une stratégie du DfT visant à réduire les coûts dans le cadre d'une réforme « *de tous les aspects des services ferroviaires* ». Selon le ministère, l'accès au Wifi ne fait pas partie des demandes prioritaires des passagers, en particulier pour les trajets courts. Cette annonce a été très critiquée par les associations de passagers et les représentants du secteur, soulignant qu'il s'agissait d'une mauvaise décision alors que le DfT et les opérateurs tentent de faire revenir les passagers vers les trains, en particulier pour les trajets pendulaires. Or, selon eux, le Wifi fait désormais partie des services que les passagers jugent indispensables.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international